

Indicatif de corrigé du sujet PECCOS/CMS session de 2008

Sujet : La flambée des prix des denrées alimentaires en Côte d'Ivoire

INTRODUCTION

La crise alimentaire actuelle, certainement la plus aigue depuis la ~~crise économique de 1929 et la crise pétrolière des années 70~~, frappe l'ensemble des économies mondiales. Si les effets de cette crise sont relativement moins accentués dans les pays développés, ils sont en revanche plus importants pour les économies des pays en développement et dans bien des cas, ces effets sont au-delà des capacités d'amortissement de chocs de ces économies. C'est le cas de la Côte d'Ivoire qui connaît en ce moment une hausse des prix des produits alimentaires. Cette augmentation des prix trouve principalement son essence dans l'augmentation du prix du pétrole à l'échelle mondiale et dans la réduction de l'offre des céréales due à l'augmentation de la population et du niveau de vie des potentiels pays exportateurs comme l'Inde et la Chine.

Le problème est délicat et mérite une compréhension autour de trois axes principaux : les causes de la flambée des prix, les conséquences de cette flambée et les approches de solutions.

I – LES CAUSES DE LA FLAMBEE DES PRIX

- Causes exogènes

La faiblesse de la production ivoirienne

La baisse de la production est liée à la désarticulation du système de production, mais également selon Jacques Diouf, au fait que les ressources pour financer les programmes agricoles dans les pays en développement, au lieu d'augmenter, ont nettement baissé de sorte que de 1980 à 2005, l'aide à l'agriculture est passée de 8 milliards de dollars à 3,4 milliards de dollars.

Par ailleurs, la main d'œuvre, préalablement agricole s'est orientée vers le secteur industriel et celui des services. Cette situation a vraisemblablement entraîné une réduction des surfaces cultivées et par conséquent une baisse de la production.

La dépendance de l'économie ivoirienne vis-à-vis du pétrole

Les cours du pétrole sont au plus haut niveau jamais atteint et demeureront rigides à la baisse du fait de fortes spéculations liées à l'épuisement à terme des réserves pétrolières. Vu le caractère stratégique du pétrole (en tant que source principale d'énergie) dans les sociétés modernes, l'augmentation de son prix entraîne inéluctablement celle des autres biens (de production et de consommation).

Pour les économies africaines, extrêmement extraverties, l'augmentation du baril de pétrole occasionne à la fois un accroissement des coûts des facteurs de production pour les entreprises locales, mais également les coûts des biens et services importés. En conséquence, les prix sur les marchés locaux vont augmenter. C'est le cas de la Côte d'Ivoire.

Les actions gouvernementales d'urgence (réduction des taxes et subvention des importations...), au regard de l'augmentation continue du cours du pétrole sont presque sans effets sur le quotidien des populations.

- Causes endogènes

L'absence de politique agricole cohérente

La politique agricole en Côte d'Ivoire obéit à des soucis de ressources immédiates nécessaires à sécuriser le budget qu'à la recherche d'une autosuffisance alimentaire. Ainsi, l'accent a été mis sur les spéculations agricoles selon la capacité de celles-ci à apporter plus

de recettes à l'Etat. La recherche agricole va par conséquent mettre l'accent sur l'amélioration des variétés culturales à forte rentabilité économique.

La prééminence des cultures d'exportation

La politique agricole coloniale qui mettait l'accent sur la production de matières agricoles nécessaires à la métropole a été formalisée par les institutions financières internationales sur la base de la théorie classique des avantages comparatifs. Aussi, les Etats africains supposés avoir un avantage comparatif dans la production de matières premières agricoles seront-ils appuyés financièrement pour le développement desdites cultures.

Les conflits armés et la pression des dépenses militaires

Les conflits armés à répétition en Afrique sont source de désorganisation des politiques publiques macroéconomiques. L'avènement d'une crise armée dans un pays suscite une économie de guerre qui favorise les dépenses militaires par le règlement des salaires d'efficiences et le financement de l'armement.

En conséquence, la part du revenu national destinée aux différents secteurs de l'économie et particulièrement au secteur agricole est amputée. Outre le déséquilibre économique qui augmente les dépenses de l'Etat pour l'armée au détriment de l'agriculture, il y a l'abandon des plantations et des terres cultivables par les populations rurales en se déplaçant des zones non sécurisées vers les localités plus sécurisées.

La faiblesse de la production vivrière

La faiblesse de la production vivrière est la conséquence des effets combinés des causes suscitées. De plus, la destruction du couvert forestier pour le développement de grandes surfaces de cultures de rente, a réduit les espaces nécessaires aux cultures vivrières. Aussi, la raréfaction des terres cultivables conduit la main d'œuvre (les jeunes surtout) de plus en plus vers les zones urbaines à la recherche d'emplois dans le secteur de l'industrie et des services.

L'absence de technique culturale améliorée rend plus pénible l'exploitation des terres devenues plus pauvres. Les rendements sont de ce fait très faibles et en dépit de la volonté de la population paysanne à diversifier la production, le niveau de celui-ci demeure faible.

II – LES CONSEQUENCES DE LA FLAMBEE DES PRIX

- soulèvement de la population
- grève des transporteurs
- hausse du prix de transport
- baisse du pouvoir d'achat de la population la plus vulnérable
- appauvrissement de la population
- baisse de la demande de consommation
- baisse de la croissance économique
- accentuation du taux de chômage.

III. LES SOLUTIONS

Au regard des problèmes identifiés, l'on suggère des alternatives de sortie de crise à :

- court terme

Il s'agit principalement de faire jouer la solidarité nationale. Pour cela, l'Etat se doit de mettre en place un plan d'urgence d'aide alimentaire pour les populations les plus affectées par cette flambée des denrées alimentaires. Cette aide doit être d'abord un appui financier ou une subvention pour faire face aux coûts d'achat des produits alimentaires les plus essentiels.

(Il convient ici de ressortir les mesures d'urgence prises par le gouvernement ivoirien en vue de faire face aux effets de cette flambée des prix des produits alimentaires) :

- réduction du prix du carburant
- réduction de la moitié du salaire des membres du gouvernement et certains de leurs avantages
- suppression des taxes à l'importation des produits de grande consommation (blé, lait, riz...)
réduction des barrages routiers pour faciliter le transport des produits venant de l'intérieur du pays et des pays voisins.

- **Moyen terme**

Suggérer la limitation de l'utilisation des biocarburants et agro carburants au plan mondial

Il est clair que l'utilisation des produits alimentaires dans la production du carburant réduit l'offre. Orienter la recherche sur les produits non alimentaires s'impose.

Promouvoir les cultures vivrières

Réorienter les politiques agricoles en faveur des cultures vivrières nécessaires à l'alimentation des populations.

Promouvoir des crédits / dons sans taux d'intérêt pour des investissements dans la production de produits agricoles.

CONCLUSION

La flambée des prix des denrées alimentaires provient de l'orientation de la politique agricole de la Côte d'Ivoire vers les cultures de rentes au détriment de l'agriculture vivrière. Par ailleurs, cette crise peut s'expliquer comme une conséquence de la hausse continue du prix du pétrole. Des solutions à apporter pour la résolution de cette crise sont de deux ordres, à savoir :

A court terme, la mise en place d'une solidarité nationale et de politique tendant à subventionner les produits alimentaires.

A moyen terme, créer un cadre propice au développement des cultures vivrières.